

Madame, Monsieur,

Vous trouverez ci-après une contribution de la Branche Infrastructures de GDF SUEZ à la consultation en objet, indépendamment des réponses qui pourront vous être adressées par d'autres entités du Groupe.

Cette réponse n'a pas de caractère confidentiel.

Sur un plan général, GDF SUEZ Infrastructures considère qu'au stade actuel il reste encore de nombreuses incertitudes quant à la portée et au contenu de la décision qui sera prise par les Pouvoirs Publics pour la promotion des compteurs évolués, et que l'économie d'ensemble du projet va en dépendre. En préalable à la prise de décision des Pouvoirs Publics, il importe notamment d'acter de façon pérenne que les charges de capital et les coûts d'exploitation relatifs au projet compteurs communicants gaz de GrDF sont couverts par le tarif d'utilisation des réseaux de distribution.

Concernant plus spécifiquement les questions 12 à 15

La CRE envisage l'introduction d'un mécanisme de régulation incitative spécifique au déploiement généralisé du projet de comptage évolué dans le prochain tarif ATRD4. En réponse à la question 12, GDF SUEZ Infrastructures n'est pas favorable à cette perspective au stade de la prise de décision de lancement de la phase de construction de la solution. En revanche, la faisabilité d'une régulation incitative pourra être considérée ultérieurement lors de la proposition de déploiement généralisé du projet. En effet, la seconde décision ministérielle interviendra après les premiers retours d'expérience de la phase de construction de la solution et avec une meilleure visibilité de GrDF sur les coûts et la performance du nouveau système.

Dans l'hypothèse où la décision de lancement qui serait prise en 2011 ne soit pas suivie par un déploiement généralisé, il est admis qu'il en résultera des coûts échoués pour GRDF. En réponse à la question 13, GDF SUEZ Infrastructures estime que le cadre réglementaire du projet comportant encore des incertitudes, la CRE doit prévoir un mécanisme de couverture de ces coûts échoués, sans prévoir a priori de lien avec la cause du non déploiement généralisé.

Si le déploiement généralisé est décidé ultérieurement, GDF SUEZ Infrastructures, en réponse à la question 14, approuve le principe de comptabilisation en immobilisations en cours des investissements de la phase de construction de la solution. Toutefois, voyant qu'il est fait référence aux tarifs de transport du gaz, GDF SUEZ rappelle son désaccord quant à la politique de rémunération des immobilisations en cours utilisée par la CRE dans les tarifs en vigueur.

Enfin, et en réponse à la question 15 sur les coûts engagés au cours de la période actuelle (ATRD3), GDF SUEZ Infrastructures approuve sans réserve la demande de GRDF, telle qu'elle est clairement argumentée au paragraphe 4.4 du dossier de support au processus de concertation CRE.

Sincères salutations

Jean-Claude Depail

Directeur de la Branche Infrastructures

GDF SUEZ Mail Disclaimer: <http://www.gdfsuez.com/disclaimer/disclaimer-fr.html>